



Communiqué de la FSU

Pour un cessez-le-feu définitif en Palestine, une paix juste et durable reste à construire

La FSU salue avec un espoir prudent l'annonce d'un cessez-le-feu à Gaza, entré en vigueur depuis le 13 octobre. Pour la première fois, l'arrêt de la guerre génocidaire à Gaza, que nous n'avons eu cesse de dénoncer, devient une réalité envisageable.

C'est un grand soulagement pour la FSU que la libération des prisonnier·es et otages. Celle des 1968 prisonnier·es et détenu·es palestinien·nes, souvent maltraité·es et enfermé·es arbitrairement depuis des années dans des geôles israéliennes. Celle des 20 otages israélien·nes encore en vie après deux ans de captivité à Gaza, dans des conditions terribles et sous des bombardements quotidiens. La FSU rappelle que ces libérations étaient exigées depuis des mois par de très nombreux et nombreuses manifestant·es en Israël, ignoré·es par un gouvernement d'extrême droite qui a fait le choix de faire durer sa guerre. Elle rappelle également que près de 9100 détenu·es politiques et administratif·ves palestinien·nes sont encore derrière les barreaux, dont des responsables politiques de premier plan comme Marwan Barghouti. Leur libération reste une exigence indispensable pour aller vers la paix et une transition politique démocratique.

L'application des accords conclus reste fragile et la vigilance est de mise : depuis le 13 octobre, plusieurs bombardements israéliens ont été signalés à Gaza et plus de 50 palestinien·nes ont été tué·es, notamment pendant la rupture unilatérale de la trêve par le gouvernement israélien le dimanche 19 octobre. La FSU rappelle que depuis des mois l'armée israélienne viole en toute impunité le cessez-le-feu au Liban. Il y a pourtant urgence à ce qu'une paix durable soit établie et que le cessez-le-feu soit définitivement appliqué par toutes les parties.

Les problèmes à résoudre sont immenses sur le plan matériel comme politique. La bande de Gaza est détruite à plus de 80 %, elle n'est plus qu'un immense amas de gravats où l'accès aux matières premières, à la nourriture et à l'eau potable sont des défis quotidiens. La dépollution prendra des années. Tout le système éducatif est à rebâtir. L'aide internationale doit entrer sans restriction et permettre à la population de reprendre possession de toute sa terre et de reconstruire ses villes.

Cette reconstruction pose la question politique des autorités qui auront à gérer le territoire palestinien. La FSU rappelle que le droit international doit être respecté et qu'il garantit aux Palestinien·nes le droit à l'autodétermination. Une paix durable passe par l'existence d'un État garantissant ses droits nationaux au peuple palestinien dans un cadre démocratique.

La FSU reste à ce titre particulièrement vigilante sur la situation en Cisjordanie occupée et dénonce les violences commises régulièrement par les colons et l'armée israélienne, notamment l'attaque du siège de la Fédération générale des syndicats palestiniens (PGFTU) à Naplouse le jeudi 16 octobre. Elle exige toujours la fin de la colonisation et de l'apartheid, comme le retour des réfugié·es. Elle continue à demander à la France et à l'UE de prendre les sanctions nécessaires tant que le gouvernement israélien ne se conformera pas au droit international et aux arrêts de la Cour Internationale de Justice.

Enfin, elle rappelle que la justice est une condition de la paix : un génocide ne peut rester impuni. Elle appelle le gouvernement français à apporter son soutien à la Cour pénale internationale, à mettre en œuvre ses arrêts vis-à-vis des responsables des crimes commis, au premier rang desquels Netanyahu.

Bagnolet, le 22 octobre 2025